

7° Les modalités de révision et de dénonciation de la convention.

D. 2316-8

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les réunions par visioconférence du comité social et économique central sur le fondement de l'article **L. 2316-16** sont tenues dans les conditions prévues aux articles R. 2315-1 et suivants.

Section 2 : Recours et contestations

R. 2316-9

Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La contestation relative à une décision de l'autorité administrative prise sur le fondement de l'article **L. 2316-8** est de la compétence du tribunal judiciaire, qui statue en dernier ressort.

Les dispositions des articles **R. 2314-24** et **R. 2314-25** sont applicables à ces contestations.

R. 2316-10

Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les contestations relatives à l'électorat, à la régularité des opérations électorales et à la désignation des représentants syndicaux prévues à l'article **L. 2316-9** sont de la compétence du juge du tribunal judiciaire qui statue en dernier ressort.

Les dispositions des articles **R. 2314-24** et **R. 2314-25** sont applicables à ces contestations.

*Titre II : Conseil d'entreprise**Chapitre unique*

R. 2321-1

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut d'accord prévu à l'article **L. 2321-2**, chaque élu du Conseil d'entreprise participant à une négociation dispose d'un nombre d'heures de délégation qui s'ajoute aux heures de délégation dont il bénéficie en application du 1° de l'article **L. 2315-7**.

Cette durée ne peut être inférieure à :

- 12 heures par mois dans les entreprises jusqu'à 149 salariés ;
- 18 heures par mois dans les entreprises de 150 à 499 salariés ;